

Rapport ACF

« *Semer les graines d'une bonne nutrition* »

Mobiliser les politiques agricoles contre la malnutrition

En 2013, 842 millions de personnes sont sous-alimentés tandis que deux milliards souffrent de carences en micronutriments essentiels (la "faim cachée"). L'agriculture est une composante essentielle des systèmes alimentaires locaux, les systèmes par lesquels la nourriture est produite, transformée, distribuée et consommée. Mobiliser l'agriculture au service de la nutrition représente un des principaux défis et une des principales opportunités pour réaliser le droit à l'alimentation et à la nutrition pour les personnes souffrant de la faim et de sous-nutrition dans le monde.

Ce rapport identifie les principales contraintes à lever afin de mobiliser davantage l'agriculture au service de la nutrition. Il vise à évaluer à quel point l'agenda international sur l'agriculture et la nutrition se traduit effectivement en actions au niveau des pays. Le rapport est basé sur trois études de cas qui ont été conduites au Burkina Faso, au Kenya et au Pérou pour répondre aux questions suivantes:

- Comment les politiques agricoles nationales intègrent les préoccupations nutritionnelles?
- Quelles sont les principales contraintes qui empêchent l'agriculture de contribuer davantage à la lutte contre la sous-nutrition?
- Quelles recommandations pourraient permettre de lever ces contraintes?

RECOMMANDATIONS

La principale conclusion du rapport est qu'une priorité plus importante devrait être accordée aux actions agricoles "sensibles à la nutrition" au niveau national, afin de mobiliser et d'accélérer la mise en œuvre concrète des politiques sensibles à la nutrition. Les pays, les bailleurs de fonds et les institutions internationales peuvent et doivent faire plus et mieux dès maintenant dans ce domaine.

- Accorder une priorité plus élevée aux objectifs nutritionnels dans les politiques et programmes agricoles
- Intégrer des indicateurs nutritionnels et de consommation alimentaire dans les systèmes agricoles d'information et de suivi
- Renforcer la coordination politique multisectorielle autour de la nutrition
- Garantir des formations en nutrition pour les experts du secteur agricole
- Augmenter le niveau de financement pour la mise en œuvre des stratégies et programmes agricoles sensibles à la nutrition

Le rapport et les études de cas-pays peuvent être téléchargés :
www.actioncontrelafaim.org/fr/content/graines-bonne-nutrition

Contact :

ACF – France, département Plaidoyer
Elise Rodriguez
eliserodriguez@actioncontrelafaim.org

POURQUOI L'AGRICULTURE N'EST PAS SYSTEMATIQUEMENT POSITIVE POUR LA NUTRITION ?

Lier l'agriculture et la nutrition, et améliorer l'impact nutritionnel des programmes et interventions agricoles est le thème d'un agenda émergent au niveau international. Cependant, le développement agricole ne produit pas automatiquement des résultats nutritionnels positifs au niveau des familles ou des communautés. En effet, l'agriculture est source d'aliments et de revenus mais nécessite des investissements financiers, du travail physique, du temps, etc., qui peuvent entrer en concurrence avec d'autres allocations qui peuvent également affecter (positivement ou négativement) la nutrition.

Il existe sept passerelles principales entre l'agriculture et la nutrition, qui montrent que l'agriculture peut avoir des impacts positifs et des impacts potentiellement négatifs sur la nutrition, en particulier selon l'utilisation du temps disponible par les femmes et leur contrôle sur les ressources du ménage. Les politiques agricoles doivent maximiser les impacts positifs tout en atténuant les impacts négatifs avec des mesures appropriées.

De l'agriculture	A la nutrition
Production agricole des ménages	Consommation alimentaire
Revenu généré par la vente de la production	Achat de nourriture
Revenu généré par la vente de la production	Accès à des soins de santé
Prix alimentaire	Achat de nourriture
Utilisation du temps fait par les femmes	Temps disponible pour les soins des enfants
Charge de travail des femmes	Dépenses caloriques maternelles
Contrôle des femmes sur les revenus	Allocation des ressources en faveur de la nutrition

BONNES PRATIQUES ET DEFIS A RELEVIER AU NIVEAU NATIONAL

Le Burkina Faso, le Kenya et le Pérou sont trois pays qui ont récemment pris des engagements pour améliorer l'alignement de leurs politiques agricoles sur leurs résultats nutritionnels. Il y a en fait un double défi à relever au niveau national : intégrer l'agriculture comme secteur important dans les stratégies nationales multisectorielles de réduction de la sous-nutrition tout en intégrant des préoccupations, des objectifs et des actions nutritionnels dans les politiques agricoles sectorielles, pour améliorer leur sensibilité à la nutrition.

Dans les trois études de cas, nous avons trouvé un décalage entre ce qui actuellement promu au niveau international et les réponses des acteurs sur le terrain. Même dans des pays qui ont des stratégies multisectorielles ambitieuses contre la sous-nutrition, le secteur agricole ne donne pas nécessairement une priorité importante à la nutrition. En particulier, notre recherche a identifié que les principales contraintes au déblocage du potentiel nutritionnel de l'agriculture sont :

- Le niveau de priorité limité accordé à la nutrition dans le secteur agricole
- Les difficultés d'intégrer de manière appropriée des indicateurs nutritionnels et de consommation alimentaire dans les systèmes agricoles d'information et de suivi afin de permettre des analyses multisectorielles sur la nutrition

- Les faiblesses de la coordination intersectorielle autour de la nutrition entre l'agriculture et d'autres secteurs
- Le nombre limité d'interventions sensibles à la nutrition mises en œuvre dans le secteur agricole
- Le faible niveau de financement dédié aux interventions et programmes sensibles à la nutrition du secteur agricole

Il est possible de lever ces contraintes pour transformer le cercle vicieux de faible considération et de sous-investissement en un cercle vertueux d'actions qui se renforcent mutuellement afin de développer le potentiel de l'agriculture pour une meilleure nutrition.

Les expériences du Burkina Faso, du Kenya et du Pérou fournissent des exemples pertinents de bonnes pratiques permettant de combler ces difficultés. Les bonnes pratiques identifiées sont les suivantes: la prise en compte de la nutrition dans l'agenda du secteur agricole, comme par exemple les plans d'investissement agricole sensibles à la nutrition dans le cadre du PDDAA (Kenya et Burkina Faso), l'intégration de cours de nutrition dans les formations nationales en agronomie (Burkina Faso), l'intégration d'indicateurs nutritionnels dans les systèmes d'information et enquêtes agricoles (Burkina Faso), l'intégration de la lutte contre la sous-nutrition dans le cadre de coordination de la politique intersectorielle contre la pauvreté (Pérou), le soutien des bailleurs de fonds à des mécanismes de coordination multisectorielle (tels que le groupe de travail des bailleurs de fonds sur la nutrition et la sécurité alimentaire au Burkina Faso), le renforcement du mandat nutritionnel des Ministères de l'Agriculture et l'augmentation du soutien aux programmes sensibles à la nutrition (illustré notamment le travail de la section *Economie domestique - Home Economics* - du Ministère de l'Agriculture au Kenya et par la création de la Direction de l'Alimentation et de la Promotion de la Qualité Nutritionnelle du Burkina Faso) ainsi que le mécanisme de budgétisation axée sur les résultats qui permet de rendre plusieurs secteurs redevables ensemble d'objectifs communs (Pérou).

AU NIVEAU GLOBAL : ACCELERER LA MISE EN ŒUVRE D'UNE AGRICULTURE SENSIBLE A LA NUTRITION

Nos recherches au niveau des pays nous ont permis de démontrer que l'attention nationale et internationale sur l'agriculture sensible à la nutrition n'a pas encore pu se concrétiser dans la pratique. Nous souhaitons également mettre en perspective la manière dont les organisations internationales qui pilotent cet agenda au niveau global soutiennent la mise en œuvre d'approches agricoles sensibles à la nutrition sur le terrain et comment elles jouent un rôle de levier pour progresser vers un modèle agricole qui serait plus redevable à la nutrition.

Nous avons ainsi analysé le rôle d'un nombre limité d'organisations et d'initiatives emblématiques, parmi lesquelles la Commission européenne, l'USAID, la FAO, le FIDA, la Banque Mondiale, le programme 'Feed the Future' de l'USAID et l'initiative du G8 de Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition. Ces acteurs sont tous membres du mouvement SUN (mouvement pour le renforcement de la nutrition) et ont récemment pris des engagements (lors de l'évènement *Nutrition for Growth* organisé par le G8 à Londres) visant à rendre leurs approches agricoles plus sensibles à la nutrition. Cependant, malgré des progrès indéniables et des engagements croissants, ces acteurs ne semblent pas encore avoir donné à l'agriculture sensible à la nutrition le niveau de priorité adéquat.

Il est impératif de construire un consensus international autour de l'agriculture sensible à la nutrition afin de renforcer le niveau de priorité donné à la nutrition au sein du secteur agricole. Le récent « *Panel global sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition* » pourrait être un véhicule pour ce consensus, s'il intègre suffisamment de pays et d'organisations de la société civile dans sa réflexion. La nutrition devrait également être considérée comme une priorité par les principaux forums

agricoles internationaux, en particulier par le Comité sur la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) qui est le forum politique international le plus inclusif sur les questions d'agriculture, de sécurité alimentaire et de la réduction de la faim. Un futur rapport du Groupe d'Experts de Haut Niveau (HLPE) sur les problèmes rencontrés par les secteurs de l'agriculture et de la sécurité alimentaire concernant leur impact nutritionnel constituerait un signal clair et une opportunité intéressante.

RECOMMANDATIONS

La principale conclusion du rapport est qu'en dépit d'un agenda international émergent, notamment illustré par le renforcement des engagements des bailleurs de fonds et institutions internationales, l'agriculture sensible à la nutrition se fait attendre et tarde à être mise en œuvre au niveau où elle est réellement nécessaire.

Afin de transformer le cercle vicieux que constituent les sous-investissements et la faible priorité en un cercle vertueux, les obstacles identifiés aux niveaux des pays doivent être adressés ensemble. Pour rendre l'agriculture plus sensible à la nutrition au niveau des pays, un ensemble d'incitations doivent être développées et intégrées à différents niveaux, du cadre politique le plus influent aux activités journalières des agents de vulgarisation agricole sur le terrain.

Ces incitations doivent compenser le manque de langage commun entre l'agriculture et la nutrition, le faible niveau de connaissances nutritionnelles du secteur agricole, ainsi que le faible sentiment de responsabilité vis-à-vis de la nutrition. Ce dernier point est particulièrement important : le secteur agricole est depuis longtemps évalué en fonction de sa propension à générer des revenus et à participer à la croissance économique et non en fonction de sa contribution à une meilleure nutrition.

1. RENDRE EXPLICITE LA CONTRIBUTION DU SECTEUR AGRICOLE A UNE MEILLEURE NUTRITION

Au niveau du terrain, les liens causaux entre agriculture et nutrition ne sont pas si bien connus. Le rôle que l'agriculture peut avoir pour la nutrition devrait être plus explicite. Le secteur agricole et la communauté nutritionnelle devraient travailler ensemble pour identifier les contributions que le secteur agricole pourrait fournir à la lutte nationale contre la sous-nutrition. Ces contributions varient en fonction des caractéristiques spécifiques à chaque contexte de l'agriculture et des systèmes de sécurité alimentaire, ainsi qu'en fonction des déterminants de la sous-nutrition, qui sont eux même très différents d'un contexte à un autre.

Bonne pratique : la section Economie Domestique (*Home Economics*) du Ministère de l'Agriculture au Kenya

Au Kenya, la section Economie Domestique du Ministère de l'Agriculture est un acteur important qui met en œuvre le mandat nutritionnel du ministère et supporte les programmes agricoles sensibles à la nutrition. Les agents de la section constituent des relais d'information primordiaux pour changer les mentalités que ce soit au niveau national ou au niveau local.

2. INTEGRER DES INDICATEURS NUTRITIONNELS ET DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE DANS LES SYSTEMES D'INFORMATIONS ET DE SUIVI

Les systèmes d'informations agricoles incluent rarement des indicateurs de nutrition et de consommation alimentaires (comme par exemple le Score de Diversité Alimentaire des Ménages). Or,

les informations sont des éléments primordiaux pour une prise de décision adaptée. Il est donc nécessaire d'établir de meilleurs systèmes d'information et de suivi faisant notamment le lien entre données agricoles et données nutritionnelles. Ces systèmes devraient comporter des plans visant à évaluer et à atténuer les effets nutritionnels potentiellement négatifs des investissements agricoles, notamment ceux promouvant une agriculture intensive à grande échelle.

Bonne pratique : intégrer des indicateurs nutritionnels dans la collecte de données agricoles au Burkina Faso

Au Burkina Faso, depuis 2004, l'Enquête Permanente Agricole (EPA) mise en place sur une base trimestrielle par le Ministère de l'Agriculture a recueilli le Périmètre Brachiale (PB) d'un échantillon d'enfants de moins de 5 ans. Cette collecte a été mise en place suite aux recommandations d'institutions régionales visant à mieux comprendre la « *défaillance du bilan céréalier* » sahélien qui montrait que la disponibilité agricole n'entraînait pas automatiquement une situation de bonne nutrition.

3. RENFORCER LA COORDINATION POLITIQUE AUTOUR DE LA NUTRITION

Les mécanismes de coordination multisectorielle autour de la nutrition, lorsqu'ils existent, dépendent généralement du secteur de la santé, en particulier à l'échelon national. Afin de permettre un dialogue intersectoriel autour de la nutrition, il existe donc un défi institutionnel visant à augmenter la participation du secteur agricole au sein des mécanismes de coordination. Une meilleure coordination entre le secteur agricole et les autres secteurs est nécessaire et doit être encouragée afin de mettre en œuvre une gouvernance nationale nutritionnelle efficace.

Bonne pratique : intégrer la nutrition au sein de la coordination multisectorielle de politiques de lutte contre la pauvreté

Au Pérou, le MCLCP est un organe consultatif facilitant la consultation dans la lutte contre la pauvreté. Cet organisme, créé en 2001, est une instance dans laquelle les institutions étatiques collaborent avec la société civile pour adopter des accords et coordonner des activités de lutte contre la pauvreté au niveau de chaque région, département, province et district. Son mandat comprend des actions nutritionnelles permettant à tous les acteurs de participer à des objectifs communs. Ses principales fonctions consistent à surveiller la mise en œuvre de différents programmes gouvernementaux et à porter des messages conjoints de plaidoyer.

4. GARANTIR QUE DES OPPORTUNITES DE FORMATIONS NUTRITIONNELLES SONT DISPONIBLES

Les Ministères de l'Agriculture disposent d'une connaissance et d'une compréhension de la nutrition très hétérogènes. En outre, les agronomes et les agents de vulgarisation agricole manquent cruellement d'accès à des formations nutritionnelles, qu'elles soient initialement prévues dans leur parcours ou dispensées en formation continue. On constate un besoin de formation tant sur les connaissances nutritionnelles de base que sur les liens entre agriculture et nutrition. Les efforts de formation doivent concerner en particulier les agents de vulgarisation agricole, dont le rôle leur permet de partager ces messages avec les agriculteurs et les communautés, mais devraient également cibler les fonctionnaires travaillant au niveau central.

Bonne pratique : des cours de nutrition au sein des formations agronomiques

Le Burkina Faso est actuellement en train de réformer les curricula de l'école nationale d'agriculture afin que la nutrition fasse partie de la formation des étudiants. Cette réforme a été identifiée comme une étape importante pour changer la vision des fonctionnaires agricoles vis-à-vis de la nutrition bien qu'elle ne portera ses fruits que dans 3 ou 4 ans, quand les étudiants actuels travailleront sur le terrain et/ou dans les ministères.

5. ALLOUER DAVANTAGE DE FINANCEMENTS A LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES AGRICOLES SENSIBLES A LA NUTRITION

Le faible niveau de financements disponibles pour les programmes sensibles à la nutrition reflète malheureusement le niveau de priorité donné à la nutrition au sein du secteur agricole. Davantage de financements sont nécessaires pour des programmes et interventions agricoles qui doivent notamment intégrer les actions suivantes (intégrées jusque-là de manière très marginale dans les programmes de développement rural traditionnels) :

- La mise en place d'outils de ciblage garantissant que les populations les plus vulnérables bénéficient des investissements agricoles ;
- Une attention spécifique au rôle des femmes dans l'agriculture (notamment à travers un meilleur accès au foncier, aux intrants et aux revenus) afin que les gains nutritionnels soient maximisés à la fois pour les mères et pour les enfants (notamment grâce à l'introduction de technologies économisant du temps de travail, grâce à la création de gardes d'enfants quand nécessaire et grâce à une éducation nutritionnelle et une sensibilisation accrue).

Bonne pratique : un mécanisme budgétaire innovant axé sur les résultats

Au Pérou, un mécanisme de budgétisation axée sur les résultats permet de lier l'attribution de ressources à des résultats mesurables. Ce mécanisme est mis en œuvre à travers les programmes budgétaires du Ministère des Finances et reflète les secteurs d'investissements publics prioritaires pour les gouvernements locaux. La possibilité pour ce mécanisme de financer des programmes de sécurité alimentaire et d'agriculture intégrant pleinement la nutrition et d'inciter ainsi à une collaboration intersectorielle accrue est actuellement le sujet d'une discussion gouvernemental, qui apparaît prometteuse.

Le rapport et les études de cas peuvent être téléchargés aux adresses suivantes :

<http://www.actioncontrelafaim.org/en/content/seeds-of-good-nutrition> (version anglaise)

<http://www.actioncontrelafaim.org/fr/content/graines-bonne-nutrition> (version française)